

P

# PREMIÈRES INFORMATIONS

## et PREMIÈRES SYNTHÈSES

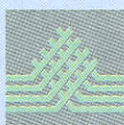
### CONJONCTURE DE L'EMPLOI ET DU CHÔMAGE AU PREMIER TRIMESTRE 1999

Avec + 0,6 %, la croissance de l'emploi a été plus vigoureuse au premier trimestre 1999 qu'au trimestre précédent. Le tertiaire crée 82 000 emplois, dont près de la moitié sont confiés à des intérimaires, le travail temporaire connaissant un regain d'activité en début d'année après avoir marqué le pas au dernier trimestre 1998. La construction affiche un solde positif, alors que l'industrie repasse dans le négatif. La durée collective moyenne du travail des salariés s'établit à 38,65 heures, en légère diminution (- 0,1 %), et le salaire horaire de base progresse de 0,5 %.

Le recul du chômage se poursuit ; la baisse de 1,2 % du nombre des demandeurs d'emploi de catégorie 1 conduit à un total de 2 865 900 demandeurs à la fin de mars 1999 – résultat un peu moins favorable si l'on analyse l'évolution des catégories 1 + 6. Le taux de chômage s'établit à 11,5 %, comme en décembre dernier.

Le nombre de nouveaux bénéficiaires des politiques spécifiques d'emploi fléchit à l'exception de quelques mesures (contrats de qualification, exonérations pour l'embauche de salariés, aides à la création d'entreprises, contrats emplois consolidés, allocations de remplacement pour l'emploi).

Chez nos principaux partenaires l'emploi progresse en ligne avec le PIB : les créations sont nombreuses aux États-Unis et en Espagne comme en France, mais beaucoup plus modérées au Royaume-Uni, en Italie et en Allemagne ; au Japon, l'emploi diminue.



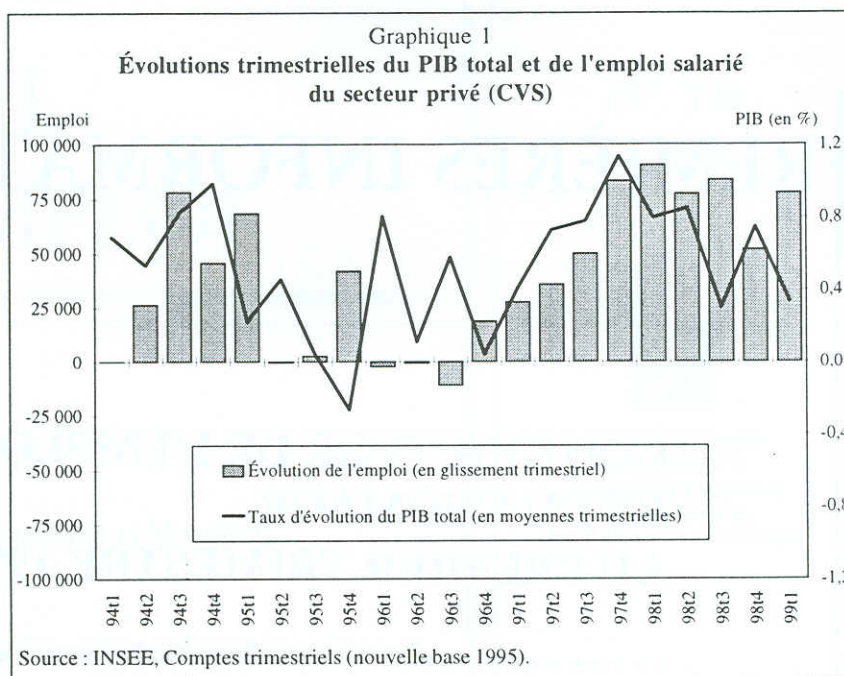
## Des créations d'emplois, sauf dans l'industrie

Au cours du premier trimestre 1999, 77 700 emplois ont été créés dans le secteur privé (1) (tableau 1). Le rythme de croissance, égal à 0,6 %, est supérieur à celui du quatrième trimestre 1998. L'emploi salarié avait alors augmenté de 51 700 postes. Cette accélération est due au profil d'évolution de l'activité intérimaire qui, après avoir fléchi au quatrième trimestre 1998, a repris au début de l'année 1999. Comptabilisée dans les services aux entreprises, cette forme d'activité représente plus des deux tiers des 54 900 créations de ce secteur.

En ce début d'année, la conjoncture économique est plus hésitante (graphique 1), notamment dans l'industrie. Les effectifs salariés de ce secteur diminuent de 6 200 postes, après 900 créations au dernier trimestre 1998 (graphique 2), ce qui traduit un net repli par rapport aux volumes enregistrés depuis le quatrième trimestre 1997 (2). Ce trimestre, seules les industries des biens d'équipement sont créatrices d'emplois, à hauteur de 3 200 emplois. Tous les autres secteurs in-

(1) - Le secteur privé regroupe l'ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale. Contrairement au calendrier habituel, les données fournies ici sont des estimations révisées.

(2) - Ces résultats sont établis en classant, par convention, l'emploi intérimaire dans les services, secteur des entreprises de travail temporaire, sans réaffectation aux secteurs utilisateurs.



dustriels sont déficitaires, pour des volumes allant de 300 postes pour l'énergie à 3 100 postes dans les industries des biens intermédiaires.

La construction confirme la bonne orientation qui s'était dessinée en fin d'année dernière. Elle enregistre un nouveau gain de 2 400 emplois au cours du premier trimestre 1999, après 1 500 au trimestre précédent. Dans le secteur tertiaire hors intérim, la croissance de l'emploi ralentit légèrement : 43 400 créations sont enregistrées après 68 900 au trimestre précédent. L'inflexion est surtout visible dans le commerce (+ 11 000) et les activités financières (- 2 900) et immobilières (- 3 800). Les services aux particuliers et les transports maintiennent leur rythme de création d'emplois.

Du 31 mars 1998 au 31 mars 1999, le secteur privé a créé 290 400 emplois. Le tertiaire assure à lui seul la totalité de ces créations d'emplois (+ 291 600 postes). Pour la construction et l'industrie, les douze derniers mois se soldent donc par un quasi-équilibre de l'emploi.

## Durée du travail et salaires de base

La durée hebdomadaire collective du travail des salariés à temps complet s'établit en moyenne à la fin du mois de mars à 38,65 heures, soit 0,1 % de baisse par rapport au trimestre précédent. La réduction est un peu plus importante dans l'industrie que dans le tertiaire. Elle est plus sensible pour les entreprises de grande taille (plus de

Tableau 1  
Évolution de l'emploi salarié (1) (en données corrigées des variations saisonnières)

Secteurs d'activité en NAF	1996	1997				1998				1999	Variation (%) par rapport au :	
		31	31	30	30	31	31	30	30		trim. précédent	même trim. de l'année précédente
		déc.	mars	juin	sept.	déc.	mars	juin	sept.			
ET : Industrie .....	4 089,5	4 079,8	4 075,3	4 067,9	4 067,1	4 075,5	4 081,4	4 079,7	4 080,6	4 074,4	-0,2	-0,0
EH : Construction .....	1 128,8	1 124,7	1 119,5	1 115,4	1 114,7	1 115,8	1 114,3	1 111,8	1 113,3	1 115,7	+0,2	-0,0
EV : Tertiaire .....	8 122,5	8 163,8	8 209,3	8 270,8	8 355,5	8 436,5	8 509,4	8 597,3	8 646,6	8 728,1	+0,9	+3,5
<b>Ensemble des secteurs .....</b>	<b>13 340,8</b>	<b>13 368,3</b>	<b>13 404,1</b>	<b>13 454,1</b>	<b>13 537,3</b>	<b>13 627,8</b>	<b>13 705,1</b>	<b>13 788,8</b>	<b>13 840,5</b>	<b>13 918,2</b>	<b>+0,6</b>	<b>+2,1</b>

(1) - Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale.

Sources : MES-DARES, INSEE, UNEDIC.

